



## **Compte-rendu du rendez-vous intersyndical FSU, CGT, Solidaires avec la directrice de cabinet de la Préfète des Vosges.**

Mardi 1<sup>er</sup> octobre, le premier ministre annonce son plan budgétaire.

Après le rassemblement et la manifestation vosgienne à Epinal, les organisations syndicales FSU, CGT et Solidaires ont été reçues par la directrice de cabinet de la préfecture. L'UNEF était excusée. Les organisations syndicales sont venues pour être entendues et écoutées.

Demande à la préfecture de faire remonter les revendications vosgiennes et nationales : abrogation de la réforme des retraites, augmentation des pensions et des salaires, égalité salariale entre les femmes et les hommes, plus de moyens humains et financiers pour les services publics, le développement de l'industrie ainsi qu'un grand plan de titularisation pour les contractuel·es de la fonction publique.

Madame la directrice de cabinet nous questionne sur ce qui fait que les services publics sont devenus moins attractifs. La liste d'explications est malheureusement bien longue.

La discussion se poursuit ainsi : OS reviennent sur des problèmes dans le département.

- Les services publics sont de moins en moins présents dans les villages, cela contribue à la désertification des territoires.
- Les agent·es du service public sont précarisé·es avec de plus en plus de recours aux contrats plutôt qu'à la titularisation et aux ouvertures de postes aux concours. Les salaires n'augmentent pas, les fonctionnaires sont payé·es à coup de primes, qui contribuent à détériorer les ambiances de travail en équipe.
- Les lignes de la SNCF ne sont plus pensées pour les usagers, les scolaires par exemple. Beaucoup de gares ne sont pas desservies alors même que les trains les traversent (ex : dans l'Est du département). Les horaires ne correspondent pas toujours aux besoins de déplacement des salarié·es.
- La Poste va devoir faire avec encore moins de moyens : - 50 millions d'euros annoncés en France.
- Les effectifs par classe dans les écoles, rurales, multi-niveaux sont loin des moyennes de l'OCDE, avec de plus en plus de difficultés pour l'inclusion dans de bonnes conditions des élèves à besoins éducatifs particuliers : il manque de moyens humains.
- Les services de la protection judiciaire de la jeunesse PJJ voient leur budget coupé : avec 500 agent·es contractuel·les en moins sur les 2 000 au National, ce seront 10 000 jeunes qui ne seront plus ou moins bien accompagné·es.

Pourtant on le sait, le service public de qualité n'est possible qu'avec des fonctionnaires. Leur statut permet l'impartialité, la neutralité, la probité, l'égalité de traitement des citoyens. Ces principes fondateurs de la confiance réciproque entre l'administration publique et les citoyen·nes ainsi que l'action de services publics permettent la cohésion sociale. Et dans ces temps de montées de l'extrême droite, FSU, CGT et Solidaires s'inquiètent quant à la cohésion de la société. Quid du devenir de l'intégration des personnes LGBTQIA+ par exemple ?

CGT, FSU et Solidaires s'attachent à expliquer à la directrice de cabinet que les organisations syndicales ne pourront pas longtemps continuer à contenir la colère des citoyen·nes ni à servir de « tampons » entre les gouvernements et les travailleur·ses. Le dialogue social doit exister réellement. Bien que Madame la Préfète n'ait pas trouvé de créneau pour recevoir les OS et prendre note, en personne, de leurs remontées de terrain, madame la directrice de cabinet s'engage à faire remonter leurs revendications.